



Dossier de presse

Session budgétaire 2014



Conseil Général



Marianne Fresnais

Attachée de presse du conseil général du Calvados
02 31 57 11 20 - 06 98 96 05 45 - presse@calvados.fr

calvados.fr

Sommaire

Budget 2014 - 744 M€

Assurer la solidarité entre les habitants

p. 8

Personnes âgées
Adultes handicapés
Lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté

Offrir aux jeunes et aux familles les conditions de la réussite

p. 9

Soutenir l'enfance en difficulté
Un programme de travaux important dans les collèges
Favoriser le développement des enseignements supérieurs
Contribuer à la réussite scolaire
Favoriser le sport scolaire
Sensibiliser aux cultures européennes
Favoriser l'usage des nouvelles technologies

Bien vivre dans le Calvados

p. 14

Favoriser l'accès aux pratiques culturelles et aux richesses patrimoniales
Favoriser les pratiques sportives
Participer à la lutte contre le changement climatique
Préserver les ressources en eau
Mettre en valeur les espaces naturels sensibles

Renforcer l'attractivité économique du territoire

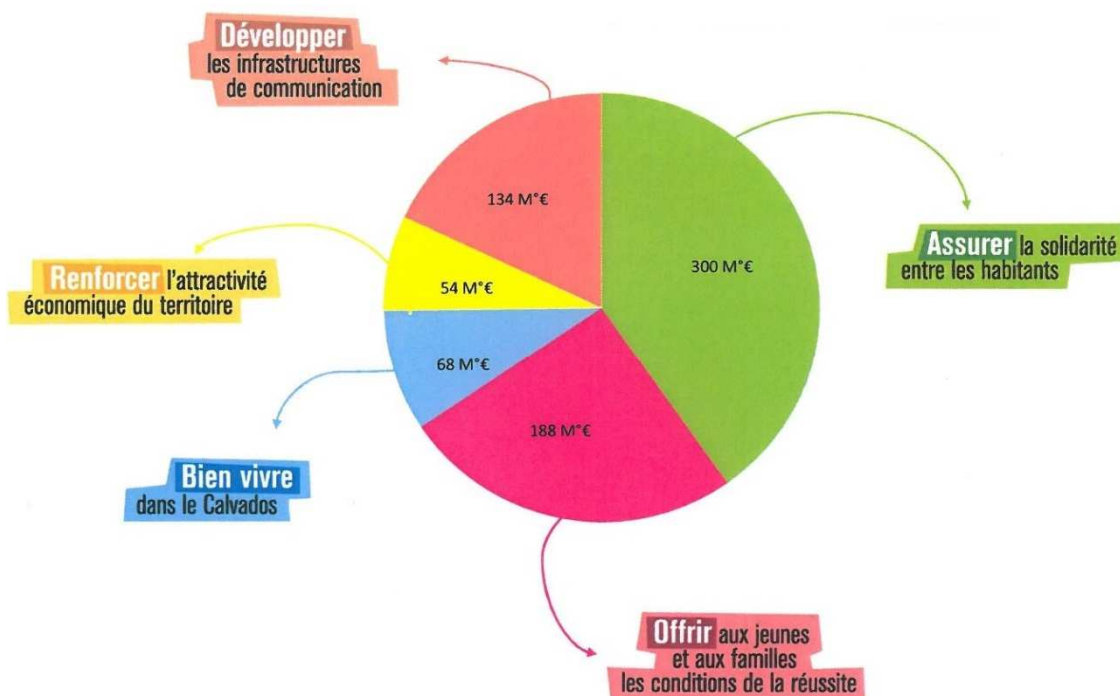
p. 17

Compléter le maillage du territoire en équipements publics
Valoriser le secteur agricole et rural : « Agrilocal » bientôt dans le Calvados
Renforcer l'attractivité touristique
Soutenir les projets d'avenir
Accompagner les projets des entreprises et des collectivités

Développer les infrastructures de communication

p. 20

Déployer le réseau Fibre Calvados
Réaliser le programme routier
Moderniser le réseau routier
Pérenniser les activités portuaires et maritimes
Le plan vélo départemental
Favoriser les déplacements en transports en commun



Budget 2014 : 744 millions d'euros

Le contexte des finances locales s'inscrit dans la trajectoire du redressement des comptes publics définie par l'État et qui se traduit au niveau des collectivités par la réduction en 2014 de leurs dotations, une première historique.

Cet effort demandé aux Départements, - 4,5 M€ pour le Calvados, soulève la question du caractère soutenable d'une telle réduction de leurs recettes au regard des difficultés de nature structurelle qui les caractérisent, d'autant que le pacte de confiance et de responsabilité signé en juillet dernier entre l'État et l'Assemblée des Départements de France (ADF), non seulement n'apporte pas de solution pérenne au financement des allocations individuelles de solidarité, mais transfère sur l'État et sur le contribuable local une partie de l'effort demandé.

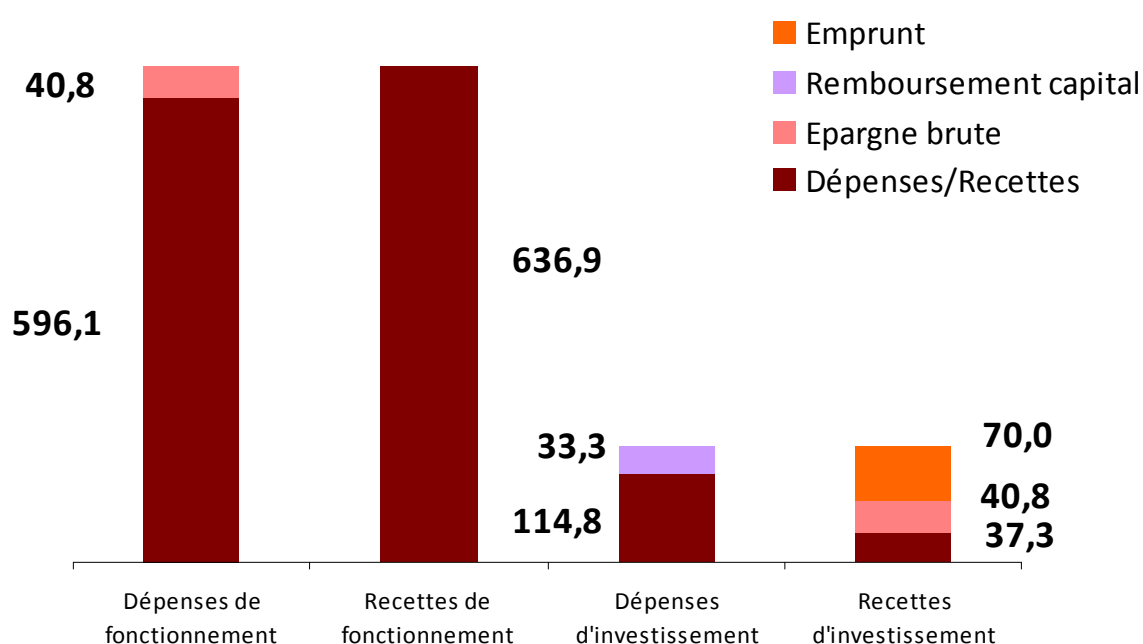
Le Département est aujourd'hui l'échelon présentant le taux d'épargne le plus faible. Un réexamen d'ensemble de l'allocation de ses ressources s'impose, sans quoi tout un pan de notre modèle social se trouvera menacé d'effondrement, à très bref délai.

En 2014, le Département a dû tenir compte pour construire son budget, de contraintes nouvelles aussi bien en recettes qu'en dépenses. Acceptant la dégradation de ses soldes d'épargne, il se refuse toutefois à réduire ses investissements si nécessaires au soutien de l'économie locale et au développement de son territoire. Les investissements resteront donc à un haut niveau et seront financés par un recours accru à l'emprunt.

3

Le projet de budget primitif 2014, s'élève à 744,3 M€. La décroissance du volume budgétaire est une première pour le Conseil Général.

La structure générale du budget 2014

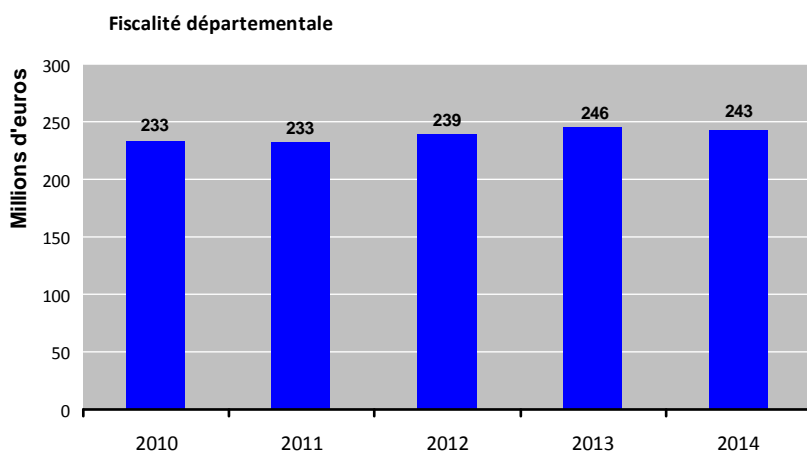


UN MODÈLE MENACÉ

Les recettes

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 636,9 M€ contre 638,5 M€ en 2013. L'évolution ressort à - 0,24 %, - 1 % à périmètre constant, amorçant la décroissance du budget départemental. Les raisons en sont :

- Une autonomie fiscale entamée



Le « panier de fiscalité » s'élève à 243 M€, soit + 10 M€ en 5 ans.

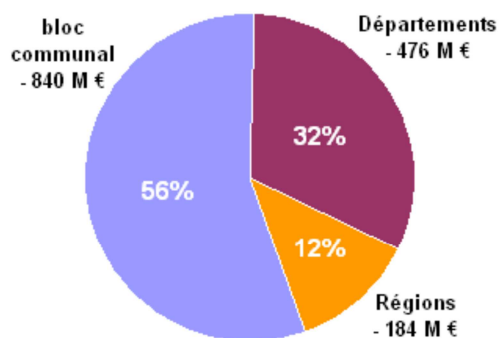
La réforme de la fiscalité locale en 2010 s'est traduite, pour le Département, par la perte de son autonomie fiscale, une exposition à la conjoncture économique (- 4,5 M€ de CVAE) et la rigidité de ses recettes fiscales.

En 2014, le Département a décidé de ne pas augmenter son taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

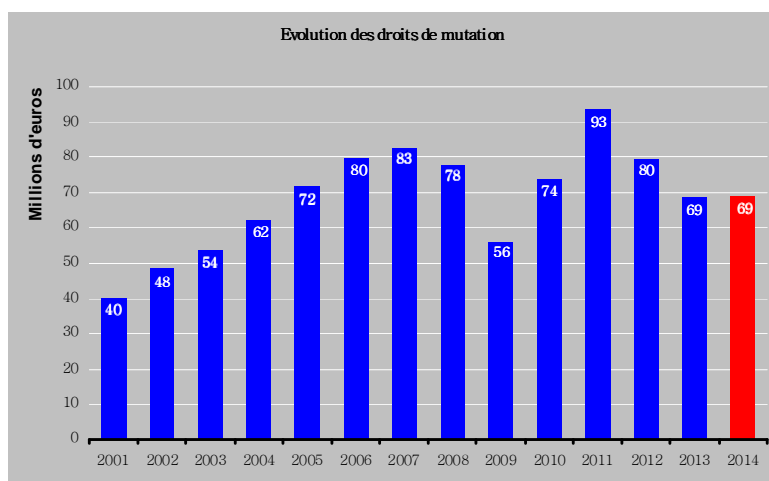
- La réduction des dotations d'Etat

Une 1^{ère} historique.

En 2014, le montant de la DGF, principal concours de l'État, sera diminué de 4,5 M€, contribution qui sera doublée en 2015.



- Des recettes pro-cycliques



Droits de mutation :

2008-2009 : chute brutale de - 27 M€

2010-2011 : inversedement de tendance, + 37 M€

2012-2013 : nouvelle chute de - 24 M€

Pour 2014, la prévision s'établit à 69 M€



- Un pacte de confiance et de responsabilité...

...qui n'apporte pas de solution pérenne au financement des AIS...

Une nouvelle recette

Afin de corriger l'effet de ciseau entre dépenses et compensations reçues au titre des allocations individuelles de solidarité (AIS) et contribuer au financement de la revalorisation exceptionnelle du RSA (+ 10 % d'ici à 2017), l'État transfère aux Départements le montant qu'il perçoit au titre des frais de gestion de la TFPB.

+ 8,1 M€

Un fonds de solidarité

L'État, en contrepartie de la possibilité qu'il donne aux Départements de relever de 0,7 % le taux plafond des DMTO, prélève 0,35 % du montant de l'assiette des DMTO perçus en 2013.

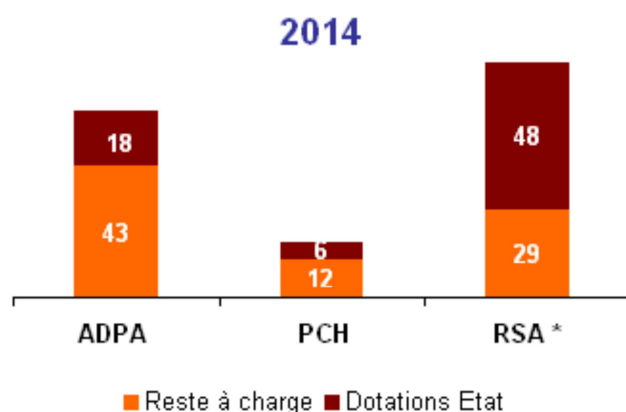
Ce produit alimente un fonds réparti en fonction de critères complexes tenant notamment aux restes à charges des AIS.

- 4,8 M€

5

Les trois prestations sociales dont la gestion a été transférée en 2004 (ADPA et RMI remplacé en 2009 par le RSA) et en 2005 (PCH), sont financées pour 54 % par le contribuable calvadosien.

Le reste à charge s'élève à 84,2 M€, évoluant de + 20 % (70M€ en 2013).



... et qui se traduit in fine par un prélèvement de l'État sur le budget de Département contrairement au but affiché en juin dernier

▪ contribution au redressement des comptes publics :	- 4,5 M€
▪ transfert des frais de gestion sur la taxe foncière :	+ 8,1 M€
▪ fonds de solidarité :	- 4,5 M€

Soit un prélèvement net de près d'1 M€.

C'est la raison pour laquelle le Calvados va probablement être contraint de procéder, comme l'a déjà fait la quasi-totalité des départements, à un relèvement de son taux des DMTO qui pourrait passer de 3,8 % à 4,5%.



Les dépenses

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 596,1 M€ contre 580,7 M€ en 2013.

Elles continuent d'augmenter à un rythme soutenu compte tenu de la croissance tendancielle des dépenses sociales.

A périmètre constant, l'évolution des dépenses de fonctionnement serait de + 1,82 %.

• Des dépenses sociales "contra-cycliques"

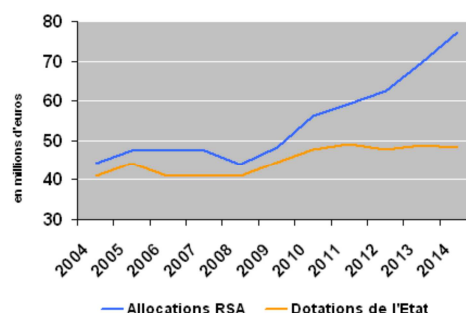
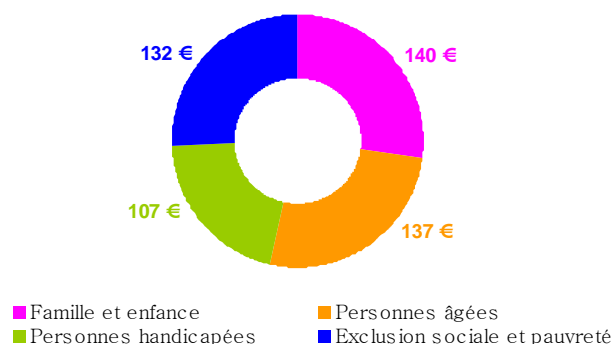
Les effets de la crise persistant, les dépenses d'action sociale continuent de progresser à un rythme soutenu.

Des ajustements budgétaires ont permis toutefois de freiner leur évolution à + 0,8 % malgré la hausse des allocations RSA de 12 M€.

Hors personnel, elles s'élèvent en 2014 à 353,9 M€, contre 350,9 M€ en 2013, soit 3 M€ de plus (+ 0,8 %).

Elles représentent une contribution de 516 € pour chaque Calvadosien.

516 euros par habitant



• Des dépenses contraintes

Si les collectivités territoriales sont incitées à se placer sur un nouveau modèle de dépenses et de gestion, elles continuent de subir des décisions de l'État pesant sur leurs charges courantes :

- réforme des rythmes scolaires ;
- revalorisation exceptionnelle du RSA ;
- masse salariale (cotisation retraite, suppression de la journée de carence, traitement indiciaire ...).

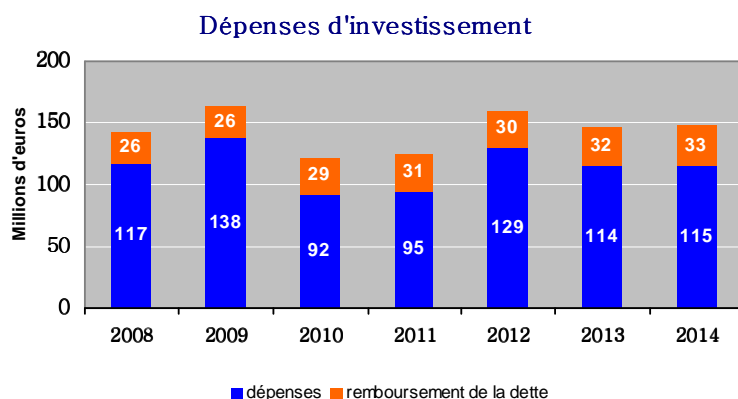
Soit plus de 10 M€ pour le Département

Taux de rigidité
des charges :
81,23 %



L'investissement

Hors remboursement du capital de la dette, les dépenses d'investissement s'élèvent à 114,8 M€, soit à un montant égal au résultat 2013, traduction concrète de la volonté du Département de continuer à investir pour soutenir l'activité économique et poursuivre l'aménagement de son territoire.



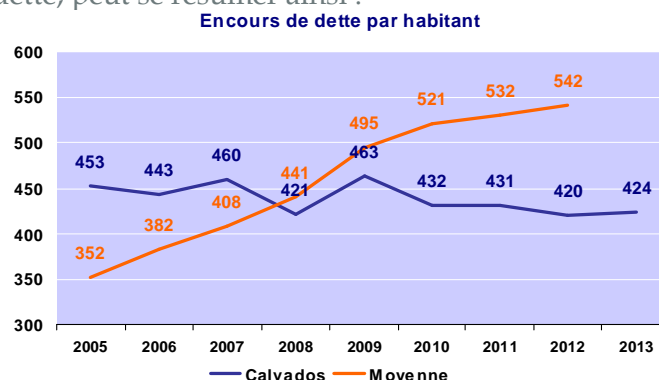
L'emprunt

Le Département prévoit de compléter son autofinancement d'un emprunt s'élevant à 70 M€ afin de maintenir son programme d'investissement à un haut niveau.

Ce montant, qui est compatible avec le niveau d'endettement actuel, devra cependant être ramené à 50 voire 40 M€ dans les années à venir.

La situation du Calvados, en matière de dette, peut se résumer ainsi :

- Un plafond d'encours de 298 M€
- Un taux d'intérêt moyen de 1,7%
- Un montant d'intérêts de 8,4 M€
- Pas d'emprunt toxique



Chiffres clé

Evolution / 2013

▪ Total du budget	: 744,3 M€	- 0,1 %
▪ Recettes de fonctionnement	: 636,9 M€	+ 0,2 %
▪ Recettes d'investissement	: 107,3 M€	+ 0,9 %
Recettes d'investissement (hors emprunt)	: 37,3 M€	+ 2,5 %
▪ Emprunt	: 70 M€	+ 0 %
▪ Dépenses de fonctionnement	: 596,1 M€	+ 2,7 %
▪ Dépenses d'investissement	:	
- autorisation de programme	: 84,2 M€	- 59,4 %
- crédits de paiement	: 148,1 M€	- 9,7 %
Hors dette :		
- autorisation de programme	: 50,9 M€	- 70,9 %
- crédits de paiement	: 114,8 M€	- 12,6 %
▪ Epargne nette	: 7,5 M€	- 70 %
▪ Annuité en capital de la dette	: 33,3 M€	



Assurer la solidarité entre les habitants

Le budget de la solidarité s'élève à plus de **415,12 M€** contre 408,7 M€ l'année dernière. Les crédits prévus pour l'enjeu « Assurer la solidarité entre les habitants » s'élèvent à 300,4 M€ *, en augmentation de 1,8 % par rapport à 2013 (295,2 M€).

Cette augmentation est portée de façon quasi exclusive par les crédits supplémentaires dédiés à l'allocation RSA (+ 18,2 %).

Personnes âgées

110 M€ (- 7,3 %)

Même si les dépenses d'APA en établissement continuent à progresser (+ 2,9 €), l'enveloppe globale dédiée aux personnes âgées diminue pour différentes raisons :

- les dépenses d'APA à domicile baissent de 17,6 % sous un triple effet :
 - diminution du nombre de bénéficiaires,
 - réduction du coût moyen par bénéficiaire déjà constaté en 2013,
 - et effets attendus des préconisations nouvelles dans les modalités de mise en œuvre du plan d'aide pour les personnes âgées les moins dépendantes (GIR 4).
- la prévision de diminution de 7,1 % des dépenses d'aide sociale à l'hébergement s'explique par les nouvelles modalités de paiement mises en œuvre pour les personnes admises à l'aide sociale à l'hébergement, à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Département ne règle plus l'ensemble de la facture d'hébergement, mais seulement la part qui lui incombe au titre de l'aide sociale. Cette mesure technique ne touche cependant pas les prestations versées aux personnes âgées.

Ouverture prévisible de 602 places d'EHPAD en 2014 et 2015 (voir détail p 58 du rapport). Ces places s'ajouteront aux 179 places supplémentaires ouvertes en 2013.

Adultes handicapés

84,3 M€ (+ 1,20 %)

Cette progression très modérée résulte d'une part d'une stabilisation des dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH) et d'autre part des décisions prises par le Conseil Général en novembre pour supprimer les dispositions extra-légales.

Développement de l'offre en établissements et services en 2014 :

- Création de 6 places supplémentaires de foyer éclaté à St-Martin-de-Fontenay.
- Création de 7 places supplémentaires de service d'accompagnement à la vie sociale sur Vire.
- Ouverture de 36 places de foyer de vie pour personnes handicapées vieillissantes à Cairon.

*Ce montant n'intègre pas les 115,8 M€ réservés à l'enfance et à la famille que l'on retrouve dans le chapitre intitulé « offrir aux jeunes et aux familles les conditions de la réussite » page suivante.



🌀 Lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté

106,1 M€ (+ 12,9%)

- L'enveloppe de 78,9 M€ consacrée aux dépenses d'allocation RSA et de contrats aidés augmente de 18,2 % pour une triple raison :
 - progression du nombre de bénéficiaires du RSA (+ 100 par mois en 2013) ;
 - réévaluation de 2 % du montant du RSA ;
 - prévision d'augmentation des bénéficiaires en 2014, compte tenu des perspectives en matière de retour à l'emploi.
- Au 30 novembre 2013, 14 739 allocataires du RSA bénéficient d'un paiement du Conseil Général (+ 8,8 % sur un an). A noter que la charge nette pour le Département d'un bénéficiaire RSA est de 1 500 € par an, alors qu'elle était de 1100 € en 2012.
- 3,6 M€ sont prévus pour le logement social et participeront à la mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées 2011-2015, élaboré conjointement avec les services de l'État.

Offrir aux jeunes
et aux familles
les conditions de la réussite

🌀 Soutenir l'enfance en difficulté

115,8 M€ (+ 2 €)

Les crédits prévus pour cet objectif stratégique s'élèvent à 115,8 M€, en hausse de 2 % par rapport à 2013. Hormis les coûts supports, ils se répartissent ainsi :

- 1,8 M€ pour la protection maternelle et infantile, et le soutien aux parents de jeunes enfants afin de soutenir les orientations retenues dans le schéma départemental de protection maternelle et infantile 2011-2015.
- 18,7 M€ pour permettre l'accès à des actions de prévention.
- 75,9 M€ pour assurer un accueil adapté aux enfants confiés. Le nombre moyen mensuel d'enfants bénéficiant d'un accueil adapté oscille autour de 2200 depuis 2005 :

en 2005	2 001
en 2007	2 236
en 2009	2 183
en 2012	2 261



Un programme de travaux important dans les collèges

Le Conseil Général poursuit son programme d'amélioration des conditions d'accueil des collégiens dans les 62 établissements publics.

12,1 M€ de crédits de paiement pour la poursuite des travaux :

En cours :

- Collège J. Prévert à Verson : 6,6 M€
- Collège du Cingal à Bretteville-sur-Laize : 3,55 M€
- Collège J. Monod à Caen : 2,42 M€
- Collège Dunois à Caen : 1,88 M€
- Collège Charles Lemaître à Aunay-sur-Odon : 5,4 M€
- Collège Paul Verlaine à Evrecy (950 000 €).

A réaliser ou à programmer :

- Nouveau collège de Mondeville (études : 1, 5 M€)
- Collège Louis Pasteur (2,9 M€)
- Collège / Lycée marcel Gambier à Lisieux (12,76 M€)
- Collège Pierre Simon de Laplace à Lisieux (10,6 M€ dont 6,3 M€ pour le collège et 4,3 M€ pour la circonscription d'action sociale)
- Collège Pierre de la Varenne à Creully (4,4 M€)
- Collège J. Prévert à Saint Pierre sur Dives (4,6 M€)
- Collège Marcel Pagnol (6,5 M€)
- Collège Fernand Lechanteur (1,7 M€)
- Collège de la Mine au Molay Littry (300 000 €).
- Collège Michelet à Lisieux (250 000 €)
- Collège Henri Brunet à Caen (150 000 €)
- Collège du val d'Aure à Isigny sur mer (65 000 €).

Des travaux de grosses opérations seront lancés. Dans cette perspective, une **autorisation de programme annuelle de 2 M€** est inscrite (travaux d'entretien et de sécurité dans les établissements).

Favoriser le développement des enseignements supérieurs

Crédit de paiement de 2 250 000 €

La politique du Conseil Général se concrétise à travers des actions du contrat de projet État/Région et hors contrat de projet.

- Extension de l'école de Management de Normandie 1 M€ ;
- Pôle des formations de santé : 5,4 M€ dont 400 000 M€ destinés à des travaux de voirie ;
- Extension de l'École d'Ingénierie et Travaux de la Construction (ESITC) : 2 M€.



Contribuer à la réussite scolaire

Accompagner les collèges publics et privés dans leurs missions d'éducation

- *Pour les collèges publics*

Le Département assure la prise en charge des dépenses de fonctionnement des collèges publics à l'exception des dépenses pédagogiques à la charge de l'État à travers une convention d'objectif sur 5 ans. **8,81 M€ sont consacrés à cette mission.**

Par ailleurs, une autorisation de programme de **405 000 €** est prévue pour la politique d'équipement en mobilier et matériel pour les collèges faisant l'objet de travaux.

- *Pour les collèges privés*

La dépense totale sur les deux forfaits matériel et personnel s'établit à **4,25 M€.**

Par ailleurs, une autorisation de programme de 1,05 M€ sur 3 ans sera consacrée à l'investissement dans les collèges privés. Sur 2014, il est prévu une dépense de 226 328 €.

Permettre aux jeunes de poursuivre leurs études

11

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement des familles, le Conseil Général a mis en place des aides aux familles via 3 dispositifs : bourses de l'enseignement secondaire, bourses horticoles, prêts d'honneur étudiants.

En 2013 : 8 419 bourses ont été accordées et **1,6 M€** sont prévus.

Améliorer la qualité de la restauration scolaire

- Garantir l'hygiène et la sécurité alimentaires
- Renforcer la qualité d'accueil des élèves
- Promouvoir les produits locaux et les filières courtes
- Promouvoir de la qualité nutritionnelle, l'éducation à la santé
- Valoriser les personnels, leur environnement de travail, l'organisation des cuisines et la demi-pension
- Harmoniser la qualité des équipements, des matériels et des locaux

Pour l'année 2014, **456 323 € sont prévus** pour poursuivre le plan de formation et d'autre part, participer financièrement aux services de restauration gérés par des syndicats scolaires ou sous forme d'indemnité pour la ville de Caen en particulier.



Favoriser le sport scolaire

1 856 650 € en fonctionnement

Dans le temps scolaire, la politique du Conseil Général s'articule autour de 5 axes :

- l'aide aux comités sportifs départementaux
- le soutien aux championnats de France
- le développement des activités de pleine nature
- l'apprentissage de la natation
- l'accès aux équipements sportifs

(Aide apportée par le Conseil Général aux communes mettant à disposition des collèges leurs équipements).

Sensibiliser aux cultures européennes

423 000 €

Depuis de nombreuses années, le Conseil Général mène une politique active et originale en faveur de l'ouverture européenne et des jumelages.

Cette politique vise à sensibiliser aux cultures européennes les collégiens et le grand public.

Pour les collégiens, cette politique se concrétise à travers le programme Speak 14, le soutien aux projets européens des collèges, les clubs Europe notamment.

Le Conseil Général poursuit sa politique en faveur de la mobilité des jeunes à travers les stages professionnels à l'étranger, le service volontaire européen, le soutien aux initiatives de jeunes.

Un appui technique est également apporté aux porteurs de projets souhaitant bénéficier de fonds européens.

Favoriser l'usage des nouvelles technologies

Crédit de 600 000 € en investissement
et 650 000 € en fonctionnement

Déploiement du plan informatique

La troisième et dernière tranche pour les 20 collèges restants est en cours.

Les ENT (espaces numériques de travail)

175 000 € pour la mise en œuvre des premiers déploiements

Les espaces numériques de travail permettent un accès à un ensemble de ressources et de services numériques pour les élèves, les parents, les enseignants, les personnels techniques, administratifs et d'encadrement, les collectivités territoriales et le rectorat.



Ce projet académique et régional repose sur 4 priorités : l'orientation, la réussite scolaire, les liens avec la communauté éducative, l'ouverture au monde.

Ce nouvel outil doit permettre d'introduire de nouveaux modes de travail et d'échanges d'information et constituer un nouveau mode d'apprentissage en mettant à portée des jeunes des ressources diversifiées, notamment culturelles, liées à l'histoire et à l'identité du territoire.

Une convention cadre avec les partenaires a été signée fin 2012 et les premiers espaces numériques de travail seront lancés dans les établissements en 2013.

L'entreprise It's learning a été choisie.

Bien vivre dans le Calvados

⚓ Favoriser l'accès aux pratiques culturelles et aux richesses patrimoniales

*3,9 M€ en crédits de paiement d'investissement
et 5,6 M€ en fonctionnement hors personnel*

Parmi les actions qui seront mises en œuvre, on peut noter :

- L'aide à l'implantation d'équipements culturels d'intérêt départemental et structurants (ex : BMVR).
- La poursuite de la mise en ligne des fonds des Archives départementales.
- La programmation de recherches archéologiques à Vieux et Bayeux.
- Les travaux de consolidation de vestiges immobiliers pour le château médiéval de Château Ganne à la Pommeraye.
- La politique de soutien aux maîtres d'ouvrages publics et privés qui entreprennent de restaurer et mettre en valeur le patrimoine notamment l'abbatiale de Juaye-Mondaye et l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives.
- Le soutien à la création artistique et à la diffusion, ainsi qu'à l'enseignement artistique à travers l'appel à projets artistiques des collèges ou encore les actions pédagogiques du musée de Vieux-la-Romaine et des Archives départementales.

14

⚓ Favoriser les pratiques sportives

Contribuer au développement des activités physiques et sportives

*1,3 M€ en investissement
3,16 M€ en crédits de paiement*

Le Conseil Général encourage la pratique sportive à travers 3 axes :

- la politique sportive générale : aides aux clubs et comités départementaux ;
- l'accès au sport de haut niveau : soutien aux clubs au niveau national ;
- une politique d'investissement en faveur des communes et des intercommunalités.

👉 Il soutient la jeunesse et la vie associative

704 550 €

A travers cette politique, le Conseil Général favorise l'accès aux loisirs éducatifs (accueil collectif, centres de loisirs sans hébergement, centres de vacances) ; l'accès à l'information (ligue de l'enseignement), les séjours d'été des enfants.

Dans le cadre de son plan jeunesse, des dispositifs tels le financement du BAFA, à hauteur de 100 €, ou encore l'appel à projets Initiative 14 sont mis en œuvre.



Participer à la lutte contre le changement climatique

A travers le Plan Climat Energie Territorial (PECT), le Conseil Général prend part aux efforts pour la lutte contre le changement climatique. Amélioration de la performance énergétique dans l'habitat, développement des transports en commun et transports doux, sensibilisation des acteurs économiques, des collectivités et des citoyens, participation aux recherches sur l'évolution du climat, adaptation du Calvados aux effets attendus du changement climatique... Le Conseil Général agit au quotidien pour anticiper les risques liés au changement climatique et participe aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Préserver les ressources en eau

- **Assister pour améliorer la performance de nos stations d'épuration**

Depuis 2009, le Conseil Général contractualise son assistance technique auprès des collectivités en charge de l'assainissement collectif. Après le renouvellement intégral du dispositif en 2013, les agents du SATESE vont accompagner 118 collectivités pour le suivi de 170 ouvrages d'assainissement dans l'ensemble du département. Cette expertise est ainsi mise à disposition pour la gestion durable des stations d'épurations et une meilleure protection de l'environnement.

- **Conforter la bonne qualité de nos eaux de baignade**

15 Chaque année le Département apporte une aide significative en doublant le nombre d'analyses des eaux de baignade pendant la saison estivale. Le classement résultant de la nouvelle directive « eau de baignade » traduit, cette année, une très bonne qualité des eaux de notre littoral.

92% des plages sont ainsi classées "excellentes" à "bonnes". C'est la traduction des efforts portés par les collectivités littorales, largement soutenues par les politiques départementales en faveur de l'eau et de l'environnement.

- **Réhabiliter les dispositifs d'assainissement individuel**

Depuis 2010, le Département aide à la réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuels lorsqu'ils présentent un risque sanitaire et environnemental fort. Près de 600 installations ont ainsi été remises à neuf.

Une action spécifique de formation des artisans a aussi été entreprise en collaboration avec la chambre des métiers.

- **Charte d'entretien des espaces publics**

Chaque année le Conseil Général accompagne les communes qui s'engagent dans une démarche respectueuse des ressources en eau, vis-à-vis de leur utilisation de produits phytosanitaires. En partenariat avec la Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles (FREDON), un diagnostic des usages d'entretien des espaces communaux et une formation des agents sont proposés et financés par le département.

55 communes et établissements publics sont aujourd'hui labellisés.



Mettre en valeur les espaces naturels sensibles

Projet de valorisation des vallées de l'Orne et de l'Odon dans l'agglomération de Caen

2,5 M€

Dans le cadre des Jeux équestres mondiaux de 2014, qui se dérouleront en partie sur les vallées de l'Orne et de l'Odon dans l'agglomération de Caen, le Conseil Général s'est engagé dans la valorisation de cette zone de nature de 1 000 ha.

En coordination avec la Ville de Caen, le Conseil Général lance, début 2014, une phase de travaux de court terme pour requalifier le cœur de ce territoire : aménagement de voies vertes connectant la Prairie à Caen, aux voies vertes des vallées de l'Orne et de l'Odon, travaux de requalification paysagère.

🌊 Compléter le maillage du territoire en équipements publics

Cette politique vise à améliorer le cadre de vie des habitants, à offrir et développer des équipements et des services de qualité, favoriser une organisation territoriale équilibrée entre pôles urbains et ruraux.

Le Département reste le premier partenaire des collectivités. Cependant, afin de maintenir son niveau d'aide, des ajustements sont proposés sur l'aide à l'investissement et sur les aides en fonctionnement apportées aux Pays.

L'action du Conseil Général est très large et va des actions locales à des projets plus structurants.

- L'Aide aux Petites Communes Rurales (APCR) [une autorisation de programme annuelle de 1,6 M€ et 1,7 M€ en crédits de paiement].
- La contribution au développement des bourgs centre, centre-ville, et villes chefs-lieux d'arrondissement (600 350 € en crédits de paiement).
- L'accompagnement pour la réalisation de projets intercommunaux structurants (2 234 282 € de crédits de paiement en investissement et 210 000 € pour le fonctionnement des contrats de territoires).
- Le conseil en matière d'urbanisme et d'environnement.
- La contribution aux grands projets de ville.
En 2013, il est prévu un crédit de paiement de 152 506 € pour la mise en œuvre des derniers projets sur Hérouville-Saint-Clair.
- La participation aux dépenses d'animation des Pays.

🌊 Valoriser le secteur agricole et rural : « Agrilocal » bientôt dans le Calvados

Les actions du plan agricole et rural 2013-2017 sont reconduites avec une nouveauté en 2014 : la mise en place d'une plateforme Internet *Agrilocal* pour favoriser les circuits courts alimentaires.

Cette nouvelle action sera mise en place à partir de 2014 pour faciliter l'achat en direct par la restauration collective (collèges, maisons de retraite, établissements de santé...) de denrées alimentaires provenant d'agriculteurs, de coopératives, de grossistes et d'entreprises alimentaires du Calvados.



Renforcer l'attractivité touristique

Les actions du plan tourisme 2010-2015 destinées à améliorer la qualité et renforcer l'offre d'hébergements marchands, adapter l'offre touristique, et accompagner l'organisation de manifestations emblématiques ou exceptionnelles seront poursuivies.

Le Conseil Général va également mettre en place des actions dans le cadre de la commémoration du 70^e anniversaire du Débarquement et de la Bataille de Normandie :

- le financement et la promotion du film «D-DAY NORMANDY 1944 » ;
- l'aide pour les projets d'envergure départementale autour de cette thématique (un crédit supplémentaire de 70 000 € sera proposé) ;
- la réalisation de l'exposition itinérante « *Sortir de la guerre, de la Bataille de Normandie à la Reconstruction* » dans 14 communes du Calvados ;
- la conception et la réalisation de panneaux de signalisation touristique pour les sites majeurs autour du Débarquement et de la Bataille de Normandie.

En 2014, le Conseil Général va financer l'illustration graphique des sites touristiques majeurs du Calvados en arrière-pays, pour une pose des panneaux programmée en 2015.

Enfin, l'année 2014 doit également voir la signature d'une ou deux conventions avec des communes en vue de leur labellisation au titre de la politique « *des villages de caractères* ».

Soutenir les projets d'avenir

Spiral 2 et Archade

4 M€

Le Département accompagne deux projets phares de la recherche sur le plateau nord de l'agglomération caennaise : SPIRAL 2 et ARCHADE.

Spiral 2, qui double les installations du GANIL, va fournir aux chercheurs en physique nucléaire du monde entier, de nouveaux horizons pour développer la connaissance de la matière et des particules qui la composent. En 2014, le Département va consacrer une enveloppe de 1 M€ pour concrétiser ce projet qui verra son aboutissement fin 2015.

Archade répond à une triple ambition :

- Développer à Caen une recherche clinique unique en France sur l'hadronthérapie, nouvelle méthode pour soigner les cancers.
- Soigner des malades.
- Mettre au point et développer une filière industrielle en Basse-Normandie pour fabriquer les cyclotrons générateurs d'hadrons.



Accompagner les projets des entreprises et des collectivités

Dans un contexte économique et social difficile, le Conseil Général continuera à soutenir les entreprises et les collectivités :

- Avances remboursables pour les TPE, les PME et les Entreprises de Taille Intermédiaire pourront bénéficier d'avances remboursables ou de subventions (9 projets soutenus en 2013).
- Accompagnement financier pour les projets d'immobilier d'entreprise portés par des collectivités locales ou des Sociétés d'Economie Mixte.

Le Conseil Général continuera également à soutenir la création et la reprise d'entreprises à travers son agence de développement économique « *Calvados Stratégie* », la plateforme d'initiative locale « *Initiative Calvados* » (130 créations d'entreprises en 2013), les manifestations destinées à la promotion de la création d'entreprises et l'association *Basse-Normandie Active*.

Par ailleurs, le Département incitera par des prêts à taux zéro à la reprise et au développement des TPE dans les domaines du commerce et de l'artisanat (34 entreprises bénéficiaires au titre de la reprise et 32 entreprises pour des projets de développement en 2013).

19 Enfin, compte tenu de la crise économique, il sera proposé de reconduire le dispositif de soutien en trésorerie pour les TPE jusqu'en 2015. Depuis sa création en 2009, 88 entreprises ont ainsi perçu une avance remboursable parmi lesquelles 37 ont pu également bénéficier d'une prestation de conseil subventionnée dans des domaines divers (gestion, technico-économique ou commercial).

Ce dispositif novateur a contribué à sauvegarder près de 200 emplois et une soixantaine de TPE dans le Calvados.



🌀 Déployer le réseau Fibre Calvados

Les travaux ont commencé en mars 2012

- Concernant le réseau de collecte structurant qui maille l'ensemble du territoire départemental et qui a été nativement conçu pour le FTTH, le linéaire réalisé aujourd'hui est de près de 600 km, sur les 850 kms prévus d'ici 2015.

Ce réseau traverse tous les grands bassins d'emplois et leurs zones d'activité économique, permettant ainsi d'envisager dès sa réalisation le raccordement direct des entreprises et des sites publics, via des opérateurs spécialisés, avant même la construction de la desserte optique de l'habitat résidentiel en FTTH.

- Concernant les travaux de desserte, à savoir le câblage en fibre optique réalisé jusqu'en limite de propriété privée, il se fait par le fibrage de poches d'habitat, à l'échelle de plusieurs communes depuis des nœuds du réseau de collecte appelé Points de Mutualisation, jusqu'en proximité des logements.

Les travaux sont en cours actuellement dans 72 communes au Nord du Département (de Honfleur à Bayeux). A la fin de l'été 2014, plus de 85 000 logements seront ainsi potentiellement raccordables, ce chiffre sera porté à 180 000 au moins début 2016.

La couverture FTTH des 230 000 logements du périmètre sera ensuite progressivement établie. Dans l'attente, le RIP comporte un volet radio (WiFi Outdoor) complémentaire au réseau fibre. Mis en service à partir du printemps 2014, il permettra d'apporter une amélioration notable de l'accès Internet pour les logements situés en zones « blanches et grises ADSL » des communes non desservies dans la première phase FTTH.

La commercialisation des abonnements Internet au grand public reste un enjeu essentiel du projet calvadosien. Comme pour tous les RIP's FTTH, cet enjeu est quantifié par le nombre de logements raccordés et surtout par le rythme de leur progression.

Ce « taux de pénétration » du FTTH répondra bien évidemment au principe de l'offre et de la demande. Sur le réseau FIBRE CALVADOS, par définition ouvert à tous les opérateurs, TUTOR met en place des modes de commercialisation pour répondre au mieux aux différents opérateurs de service : depuis des offres « activées » achetées à la ligne pour les petits opérateurs jusqu'à des offres de « plaques » par tranches de plusieurs milliers de lignes passives dans le cadre d'offres de cofinancements, telles que prévues par le cadre réglementaire.

Les premiers abonnements FTTH devraient être livrés aux habitants qui le souhaitent au deuxième trimestre 2014 pour certaines poches dans le nord du Département.

Les clients **professionnels** et acteurs économiques, entreprises, sites publics, etc... vont bénéficier d'une approche commerciale dédiée, tenant compte notamment d'une approche tarifaire adaptée dans une optimisation et une adaptation de la qualité de service aux différentes situations contraintes rencontrées.



LE RESEAU WIFIMAX

Parallèlement il a été décidé de mettre rapidement en service un réseau d'émetteurs radio (Wifimax) permettant de proposer une solution d'attente performante (10 à 15 Mb de débit) visant prioritairement les secteurs mal couverts en ADSL (moins de 2 Mb en ADSL).

Un premier déploiement de 40 émetteurs a été envisagé, avec l'objectif de couvrir initialement 70 % des logements inéligibles à plus de 2 Mb ADSL.

Contrairement à ce qui était prévu, la mise en service du réseau Wifimax n'a pas pu avoir lieu dès 2013. Plusieurs facteurs expliquent ce retard :

- Difficulté à obtenir les autorisations (questions de redevance, incompatibilité supposée avec d'autres équipements déjà présents sur les châteaux d'eau).
- Travaux et opérations de contrôles plus longs que prévu sur le réseau radio (installation des antennes, des armoires techniques au pied de sites, réalisation de la collecte fibre des sites radio).

Au final, les problèmes juridiques et techniques étant aujourd'hui réglés, 35 sites vont être mis en service. Les 20 premiers sites feront l'objet d'une mise en service technique le 15 février 2014, et seront commercialisés le 15 mars 2014 :

- | | |
|---------------------------|----------------------------|
| - Amayé-sur-Orne | - La Girarderie (Castilly) |
| - Beaumont-en-Auge | - Mandeville-en-Bessin |
| - Beaufour-Druval | - Sommervieu |
| - Estry | - Saint Germain d'Ectot |
| - Gonneville-sur-Honfleur | - Saint Jean-le-Blanc |
| - Le Ham | - Thaon |
| - La Cambe | - Truttemer-le-Grand |
| - La Graverie | - Vendes |
| - La Villette | - Marolles |
| - Landelles-et-Coupigny | - Banville |

15 autres sites seront techniquement mis en service le 15 mars, et commercialisés le 1^{er} avril 2014 :

- | | |
|--|---|
| - Auquainville | - Saint Martin-des-Besaces |
| - Bures-les-Monts | - Saint Ouen-le-Pin |
| - Conquainvilliers | - Tortisambert |
| - Heuland (autorisation acquise, à formaliser) | - Ussy (si autorisation, rencontre le 18 février) |
| - La Ferrière-Harang | - Vaudeloges |
| - Martragny | - Vieux-Fumé |
| - Mery-Corbon | - Vignats |
| - Perrières | |

La période séparant la mise en service technique de la commercialisation sera mise à profit pour tester et valider le réseau.



L'offre de détail du premier opérateur, OZONE est attendue d'un jour à l'autre. Cette offre doit être incitative pour assurer une montée en charge rapide sur le plan commercial. Enfin, pour contribuer à la commercialisation du réseau, il sera proposé à l'Assemblée départementale d'adopter, lors de la session budgétaire, un avenant à la DSP prévoyant une modification de la grille tarifaire.

Réaliser le programme routier

Trois grandes opérations sont en cours d'étude :

- **La Déviation de Canapville** : ce projet a été revu pour permettre une réalisation phasée. La première phase consistera à réaliser une chaussée à 2 voies évolutive à 2 x 2 voies. Elle est évaluée à 36,5 M€, mesures compensatoires incluses. Le dossier a été examiné par la commission nationale de protection de la nature (CNPN) le 13 janvier 2014.
- **La Déviation de Bellengreville et Vimont** : cette opération, évaluée à 26 M€ TTC, a été déclarée d'utilité publique le 11 février 2013. L'arrêté préfectoral correspondant a fait l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif pour lequel les procédures sont en cours. Parallèlement, la procédure d'aménagement foncier a été relancée en 2013 et se poursuivra, ainsi que celle liée à la loi sur l'eau, en 2014.
- **La Liaison Interquartier Nord** : ce projet a fait l'objet de nouvelles concertations en 2011 et 2012. Lors du budget primitif 2013, une nouvelle autorisation de programme de 11,5 M€ a été créée pour laquelle une recette représentant deux tiers du montant hors taxes est attendue de la part de la Région et de Caen la mer.

Les autres projets en cours sont principalement les suivants :

- **Liaison Interquartier Nord** - plan de modernisation des itinéraires de l'État. Le Conseil Général est associé dans la réalisation de deux aménagements sur le boulevard périphérique de Caen :
 - la sécurisation du boulevard périphérique nord à hauteur de 2,4 M€, auxquels s'ajoutent 2,82 M€ de report au titre du contrat de plan État-Région 2000-2006.
 - la création de l'échangeur des Pépinières à hauteur de 2,5 M€.
- **Liaison entre Orbec et l'A28** : une convention a été signée avec le Département de l'Eure pour participer à cette opération, à hauteur de 3,5 M€ représentant 50 % de la dépense.
- **Projets du groupe de travail sur les grands projets routiers, réuni en 2012** :
 - Déviation de Thury-Harcourt,



- 1^{ère} section de la déviation de Condé-sur-Noireau, entre les RD512 et 511,
- Réaménagement du carrefour giratoire de l'Espérance à Lisieux,
- Aménagements de sécurité sur la RD 674 entre Vire et l'A 84, notamment dans les sections sinueuses et accidentogènes de part et d'autres de Campeaux,
- Rectification des virages de la RD 524 entre Vire et Tinchebray.

Pour ces derniers projets, une autorisation de programme de 36 M€ a été votée l'année dernière. Il a également été décidé que la déviation de l'Hôtellerie pourrait être programmée dans une seconde phase, lorsque les études et les concertations seront plus avancées.

Moderniser le réseau routier

Compte tenu du contexte budgétaire, le Département est contraint de revoir les trois principales opérations inscrites à son programme de modernisation :

- **L'échangeur RD 6/RN 13 à Monceaux-en-Bessin et Saint-Martin-des-Entrées** 3,5 M€

Concernant la première opération, elle ne peut être revue techniquement ni faire l'objet de phasage. Par conséquent, il conviendra de la reporter de 2 à 5 ans.

23

- **L'échangeur RD 579/RD 51/RD 280A à Fierville-les-Parcs** 3,45 M€

L'approche est différente pour l'échangeur de Fierville-les-Parcs sur la RD 579. En effet, l'objectif de ce projet est de résoudre un problème de sécurité pour lequel la réalisation d'un simple giratoire suffirait. Le souci de préserver la compatibilité avec une mise à 2 x 2 voies de la RD 579 avait conduit à opter pour la réalisation d'un échangeur. Au regard du contexte budgétaire, ce problème de sécurité important doit être résolu à moindre coût en revenant à une solution de type giratoire qui pourrait être réalisé dès 2014. Il est d'ailleurs à noter que ce giratoire n'empêcherait nullement la mise à 2 x 2 voies de la RD 579 à une échéance plus lointaine.

- **La déviation de la RD 513 à Sainte-Honorine-la-Chardronnette** 4,5 M€

Concernant la déviation de Sainte-Honorine-la-Chardronnette dont la mise en œuvre était programmée sur les années 2014, 2015 et 2016, sa réalisation sera phasée. Ainsi, le giratoire entre les RD 513 et 223 dit « carrefour de la Pyramide » serait programmé en 2015. La réalisation de ce projet sera poursuivie en fonction de l'évolution du contexte budgétaire. Dans l'attente, il convient d'entreprendre des aménagements de sécurité dans la traverse du hameau de Sainte-Honorine-la-Chardronnette en lien avec la commune. Parallèlement, toutes les procédures administratives, notamment celles liées à la loi sur l'eau, seront continuées, permettant ainsi la réalisation du projet quand cela sera budgétairement possible.



Les principales opérations réalisées en 2013

Sur plus de 138 km de routes qui ont été rénovées, modernisées et sécurisées, 11 km l'ont été en intégrant la réalisation de bandes multifonctions. Ce type d'aménagement représente un coût de l'ordre de 300 000 € à 400 000 € par kilomètre aménagé.

- Aménagement de la RD 8 entre Esquay-Notre-Dame et Evrecy (1,3 M€),
- Aménagement de la RD 40 entre Thiéville et Saint-Pierre-sur-Dives (2 M€),
- Aménagement de la RD 675 à Reux et Beaumont-en-Auge (300 000 €) ainsi qu'à Troarn (400 000 €),
- Aménagement de la RD 512 à Vassy (1,1 M€),
- Aménagement de la RD 579 au Mesni-Guillaume (1 M€),
- Réalisation de la première tranche de la liaison entre les RD 4 et RD 579 à Livarot (400 000 €),
- Aménagement du carrefour des RD 37 et 80 à Argences (300 000 €),
- Réalisation d'un giratoire entre les RD 400A et 513 à Cabourg (350 000 €).

2014 verra la réalisation des projets suivants :

- Aménagement de la RD 613 à Mondeville (800 000 €),
- Poursuite et fin de l'aménagement de la RD 8 entre Eterville et Evrecy au droit de la « cote 112 » (800 000 €),
- Aménagement de bandes multifonctions le long de la RD 1 à Pont-d'Ouilly et Clécy (1,9 M€), de la RD 579 à Saint Germain de Livet (1,45 M€), de la RD 675 à Beaumont-en-Auge et Drubec (300 000 €),
- Aménagement d'un carrefour giratoire entre les RD 579, 51 et 280A à Fierville-les-Parcs (300 000 €),
- Fin de la réalisation de la liaison entre les RD 4 et 579 à Livarot (800 000 €).

🌊 Pérenniser les activités portuaires et maritimes

Les crédits d'investissements relatifs aux travaux à réaliser dans les ports départementaux (Honfleur, Trouville sur mer, Deauville, Dives-Cabourg-Houlgate, Courseulles-sur-Mer, Port-en-Bessin-Huppain, Grandcamp-Maisy et Isigny-sur-Mer), s'élèvent à **10,51 M€**.

Les principales réalisations 2014 sont les suivantes :

- **L'élévateur à bateaux de 300 T à Port-en-Bessin-Huppain (6,67 M€)** : après les études détaillées menées en 2013, les travaux ont débuté le 6 janvier dernier par la construction de la darse et la plate-forme. 40 nouvelles cases d'armement pour les pêcheurs seront construites au cours du second semestre 2014. Enfin, l'aire technique permettant d'accueillir simultanément des bateaux sera réalisée à compter de l'automne 2014. Quant à l'outillage lui-même, la consultation est en cours. L'élévateur devrait être livré sur le site au cours de l'été 2015 pour une mise en exploitation fin 2015 ;



- La mise aux normes de la halle à marée de Grandcamp-Maisy (980 000 €) ;
- La réfection du quai du petit Nice à Grandcamp-Maisy (2,8 M€) dont les travaux pourraient débuter au printemps prochain ;
- Différentes opérations de dragage seront entreprises à l'automne 2014 : dans l'avant-port et le chenal de Honfleur (500 000 €), dans le bassin et le chenal d'accès au port de Grandcamp-Maisy (500 000 €), à Dives-sur-Mer le bassin de Port-Guillaume et son chenal d'accès (1,1 M€).

Conformément au plan qualité des ports départementaux, les aires de collecte des déchets de Trouville-sur-Mer et Deauville seront réalisées.

Enfin, comme tous les ans, une subvention de 800 000 € sera versée pour le port de Caen-Ouistreham afin d'accompagner Ports Normands Associés (PNA) dans la réalisation de ses projets d'investissement.

Le plan vélo départemental

Bilan 2013

25

La réalisation du plan vélo du Calvados s'est poursuivie à un rythme soutenu en 2013, puisque le linéaire d'itinéraires aménagés s'établissait en fin d'année à 335 km, soit 47 % de l'objectif global (fixé à 700 km).

Plusieurs chantiers d'itinéraires majeurs ont été réceptionnés :

- **La véloroute des plages du Débarquement au Mont-Saint-Michel**, aménagée par le Conseil Général et les communautés de communes concernées, inaugurée début juin.
- **La voie verte de la Suisse-Normande**, au cœur de la vallée de l'Orne, dont le premier tronçon entre Louvigny et Grimbosq a été inauguré le 5 juillet et les travaux de la seconde tranche, entre Grimbosq et l'amont de Thury-Harcourt, réceptionnés dès la fin de l'année 2013.
- **La véloroute littorale du Bessin**, sur un premier tronçon entre les communes de Sainte-Honorine-des-Pertes et Vierville-sur-mer, sur le site historique d'Omaha beach.

L'année 2013 a également permis de finaliser les études géotechniques initiées par l'État sur la véloroute littorale du Bessin, entre Arromanches et Grandcamp-Maisy, permettant de valider un tracé modifié tenant compte des enjeux de stabilité des falaises et de lancer les études préliminaires aux travaux sur deux sections : Arromanches / Longues et Asnelles / Arromanches.



Principales opérations prévues en 2014

- **Lancement des travaux sur les sections en cours d'étude de la véloroute littorale du Bessin ;**
- **Voie verte de la Suisse-Normande**, les travaux de connexion de l'itinéraire actuel :
 - **vers le nord**, sur la section Louvigny/Caen, projet inscrit au projet territorial des Jeux Equestres Mondiaux (*budget de l'opération : 1,7 M€*) ;
 - **vers le sud**, par l'aménagement du tunnel du Hom (budget : 700 000 €), dans le prolongement de la seconde tranche de travaux de la voie verte de la Suisse-Normande, permettant d'assurer la liaison effective de Caen avec Thury-Harcourt, soit 25 km de voies vertes au cœur de la vallée de l'Orne.
- **Travaux de la véloroute de la Côte de nacre**, avec en particulier la réalisation de la piste cyclable entre Luc/mer et Lion/mer, **permettant dès 2015 d'assurer une continuité d'itinéraire sur le triangle Caen-Ouistreham-Courseulles** (*budget 590 000 €*) ;
- la réalisation des études de projet sur la section Port-en-Bessin / Saint-Honorine-des-Pertes de la véloroute littorale du Bessin et sur la voie verte des marais de la Touques, entre Saint-Arnoult et Deauville, **cette section permettant en 2015 d'assurer une continuité d'itinéraires en site propre, dans un cadre naturel préservé longeant l'hippodrome de Deauville-la Touques** (*budget : 800 000 €*).

🌊 Favoriser les déplacements en transports en commun

Dans le domaine des transports, le Conseil Général consacrera un budget global de 5,4 M€ en investissement et de 39,02 M€ en fonctionnement pour le transport des élèves et des voyageurs, notamment sur le réseau Bus Verts qui représente à lui seul 22,6 M€.

Les grands dossiers de l'année 2014 seront d'une part, le renouvellement de la délégation de services publics pour la gestion du réseau Bus Verts et, d'autre part, la préparation de la nouvelle rentrée scolaire marquée par la poursuite du changement des rythmes scolaires dont l'impact financier est évalué en année pleine à 1,5 M€.

